

La durée du travail

Institut  
Soc. Geschiedants  
Keizersgracht  
Amsterdam  
par André BARJONET, R.

# France nouvelle

1,25 F

N° 900 — Semaine  
du 16 janvier  
au 22 janvier 1963

Etranger : 1,60 NF

HEBDOMADAIRE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



## Le Concile

(Pages 13 à 26)

« L'unité de cette lutte véritablement révolutionnaire de la classe opprimée pour la création d'un paradis sur terre est pour nous plus importante que l'unité d'opinion des prolétaires sur le paradis céleste. »

LENINE.

Nos camarades chinois n'ignorent pas ces « nuances » très importantes. Et cependant ils continuent à donner à penser que pour eux attacher une certaine attention à ces formes de passage du capitalisme au socialisme, y compris le passage pacifique, ce serait tomber dans le marais du réformisme, du révisionnisme.

LA COMPETITION :

UN FAIT OBJECTIF

Au demeurant, une telle accusation n'a d'autre but que de remettre en cause la conception que se fait l'ensemble du Mouvement communiste des rapports de forces à l'échelle mondiale, et de s'en tenir à un seul aspect du processus social : « l'impérialisme agonisant dont les jours sont comptés ». Le *Drapeau Rouge* ne cite même pas complètement la déclaration des partis communistes à laquelle il se réfère et qui précise :

« Le contenu de notre époque est le passage du capitalisme au socialisme, inauguré par la Grande Révolution Socialiste d'Octobre en Russie. A notre époque, le développement du monde est défini par le développement et les résultats de la compétition entre les deux systèmes sociaux opposés. »

Pourquoi a-t-on tronqué et passé sous le boisseau ce rôle déterminant que jouent les résultats de la compétition sur la marche ultérieure de l'Histoire? Tout simplement pour s'offrir la possibilité d'affirmer ce que le *Drapeau Rouge* appelle les « révisionnistes modernes » qui s'évertueraient « à décrire l'impérialisme moderne comme étant « ultra-impérialiste », « pacifique », « démocratique ». Qui parmi les marxistes-léninistes, fidèles aux documents du Mouvement Communiste international, a-t-il jamais défini en ces termes l'impérialisme moderne? Le *Drapeau Rouge*, comme d'ailleurs l'ensemble de la presse chinoise et albanaise s'en prend à la « clique Tito », fausse fenêtre commode pour les besoins d'une démonstration.

Il n'est pas possible de comprendre correctement le caractère de notre époque si l'on ne prend pas la mesure exacte de la force et des faiblesses de l'impérialisme, si l'on ne détermine pas de quelle manière se déroule la compétition entre les deux systèmes mondiaux opposés.

Près des deux tiers de la population mondiale, et près des trois quarts de la superficie du globe se trouvent encore sous la domination du capitalisme. Si cet ordre de grandeur définissait la force de l'impérialisme, alors le système socialiste mondial n'aurait pu naître ou n'aurait pas de chances de se maintenir. Il n'aurait pas autant de chances de victoire dans la compétition avec le système capitaliste. Mais la politique n'est pas une simple arithmétique. Chaque grandeur numérique ne représente pas un ordre similaire de force. La force de la chaîne impérialiste qui enserré encore une importante partie du monde se mesure d'après les chaînons les plus faibles. Et cette chaîne comprend beaucoup de chaînons faibles. Jusqu'au déclenchement de la deuxième guerre mondiale, l'impérialisme disposait de solides arrières sous forme du système colonial. Ce système s'est complètement désagrégé depuis 1945 à nos jours. La majorité écrasante des anciens peuples coloniaux et dépendants a accédé par la lutte, armée ou non, à l'indépendance nationale. Une partie appréciable de ces peuples est encore dans l'orbite du capitalisme. Mais ces peuples ne sont plus un instrument docile entre les mains des impérialistes. Ils ont cessé d'être leurs arrières et refusent d'appartenir



Le peuple cubain libre  
L'exportation de la contre-révolution impérialiste a échoué.

à leurs blocs militaires. Leur attitude de non-engagement et de neutralité prouve qu'ils sont intéressés à la compétition pacifique entre les deux systèmes mondiaux. Cette compétition est donc un fait objectif, une réalité concrète. Elle permet de libérer les pays ex-coloniaux de la dépendance économique — et par là même politique — à l'égard de l'impérialisme.

CONDITIONS  
DE LA REVOLUTION  
SOCIALISTE

D'où, « sur le plan international, on peut voir de plus en plus nettement qu'un front anti-impérialiste mondial tend à se former. Celui-ci est appelé à rassembler les pays socialistes, les peuples qui ont conquis leur indépendance nationale et ceux qui luttent encore pour la conquérir, ainsi que la classe ouvrière et toutes les forces démocratiques et progressistes des Etats capitalistes » (3).

Un autre processus, lié à cette première tendance, commence à se faire jour : « Conséquence de la pression des monopoles qui, débordant le cadre de la classe ouvrière, pèse de plus en plus sur les paysans, sur les larges cercles d'intellectuels et sur les couches moyennes en général, un front antimonopoliste uni est en train de se constituer à l'intérieur des pays capitalistes » (4).

Nos camarades chinois tiendraient-ils pour négligeables ces différenciations qui s'opèrent dans le propre champ du capitalisme mondial, au point de ne retenir qu'un aspect unilatéral du processus social? C'est ainsi que le *Drapeau Rouge* écrit :

« Comme l'a très bien dit Lénine, le capitalisme monopoliste, y com-

pris l'existence et le développement du capitalisme monopoliste d'Etat, est la démonstration de ce que les conditions matérielles préalables du socialisme sont mûres, que la révolution socialiste est proche et inévitable, et n'est nullement « un argument pour tolérer la négation de cette révolution et les tentatives de farder le capitalisme, à quoi s'emploient tous les réformistes ».

C'est vrai que l'existence et le développement du capital monopoliste et du capitalisme monopoliste d'Etat est le signe du pourrissement de l'impérialisme, du mûrissement à terme des conditions de la révolution socialiste. Est-ce à dire que ces conditions se présentent partout d'une manière égale? Seule, une analyse complète et approfondie d'une situation concrète, des conditions concrètes de la vie sociale dans tel ou tel pays, peut constituer une base pour l'élaboration d'une politique juste de la classe ouvrière et de son Parti Communiste, d'une tactique et d'une stratégie justes du mouvement ouvrier pour l'élaboration de mois d'ordre véridiques. Telle est l'une des exigences fondamentales de la méthode dialectique révolutionnaire.

LEXEMPLE  
DES PARTIS FRERES

Par exemple, en France, où les monopoles dominent, le Parti Communiste Français a élaboré, à ses XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> Congrès « un plan stratégique de regroupement de toutes les couches de la population lésées par les monopoles ; il a préconisé la convergence de tous les mouvements économiques, politiques et sociaux orientés contre les monopoles et contre leur expression politique, le pouvoir personnel » (5).

Devant cette orientation, la bourgeoisie a mobilisé les révisionnistes et les opportunistes de droite qui proposèrent « l'insertion » de la classe ouvrière et de ses organisations dans le gaullisme. Ils furent battus, et le combat contre leurs déformations continue. Toutefois, il est aussi apparu que des attitudes de sectarisme et de dogmatisme, notamment avant les dernières élections législatives, risquaient de gêner la formation d'un front antimonopoliste uni, ce que les communistes français désignent sous la dénomination de rassemblement des forces démocratiques et républicaines, de préférence à l'autre formule.

Dès le XV<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Français, Maurice Thorez attirait l'attention sur les dangers du dogmatisme : « Le sectarisme, disait-il, c'est le mépris des masses, le renoncement au travail parmi ceux qui ne pensent pas comme nous, l'inaptitude à l'effort patient et tenace pour rassembler et mettre en mouvement tous les travailleurs, les membres de toutes les couches exploitées contre le capital monopoliste, contre le pouvoir personnel ».

Les manifestations du dogmatisme et du sectarisme sont des survivances du gauchisme de certains camarades dont Lénine disait avec ironie qu'ils étaient des « révolutionnaires terribles ». La correction de ces erreurs n'est nullement infamante, ainsi que le prouvent maints exemples fournis par notre Parti et d'autres partis frères.

Après 1945, les organisations du Parti Communiste d'Espagne avaient continué la lutte armée, en dépit des modifications de la situation intérieure et internationale. Cette erreur a été corrigée en 1948-1949, et les communistes espagnols ont dirigé leurs activités vers le travail de masse, y compris dans les différentes organisations fascistes, ce qui a permis de renforcer les partis de l'opposition antifranquiste.

La possibilité d'utiliser les conditions légales pour un plus grand travail de masse du Parti Communiste Allemand illégal a été reconnue, alors qu'elle fut un moment négligée.

Enfin, l'exigence du Parti Communiste Irakien qui avait demandé sa participation au gouvernement en 1959 a été une démarche gauchiste à laquelle il fut porté remède.

Pourquoi le Parti Communiste Chinois ne ferait-il pas son profit de ces exemples? Nous pensons que son poids spécifique dans le Mouvement communiste rend ses positions sectaires encore plus dangereuses à l'échelle internationale.

Nous limitant à l'appréciation qu'il donne de l'époque que nous vivons, nous avons tenté de montrer que ses affirmations rétrécissent le champ d'action où se meuvent les peuples en pleine transformation révolutionnaire.

Elles n'aboutissent qu'à une explication étroite et fragmentaire du processus social, et singulièrement de la force et des faiblesses de l'impérialisme et, par conséquent, de la balance des forces à l'échelle mondiale.

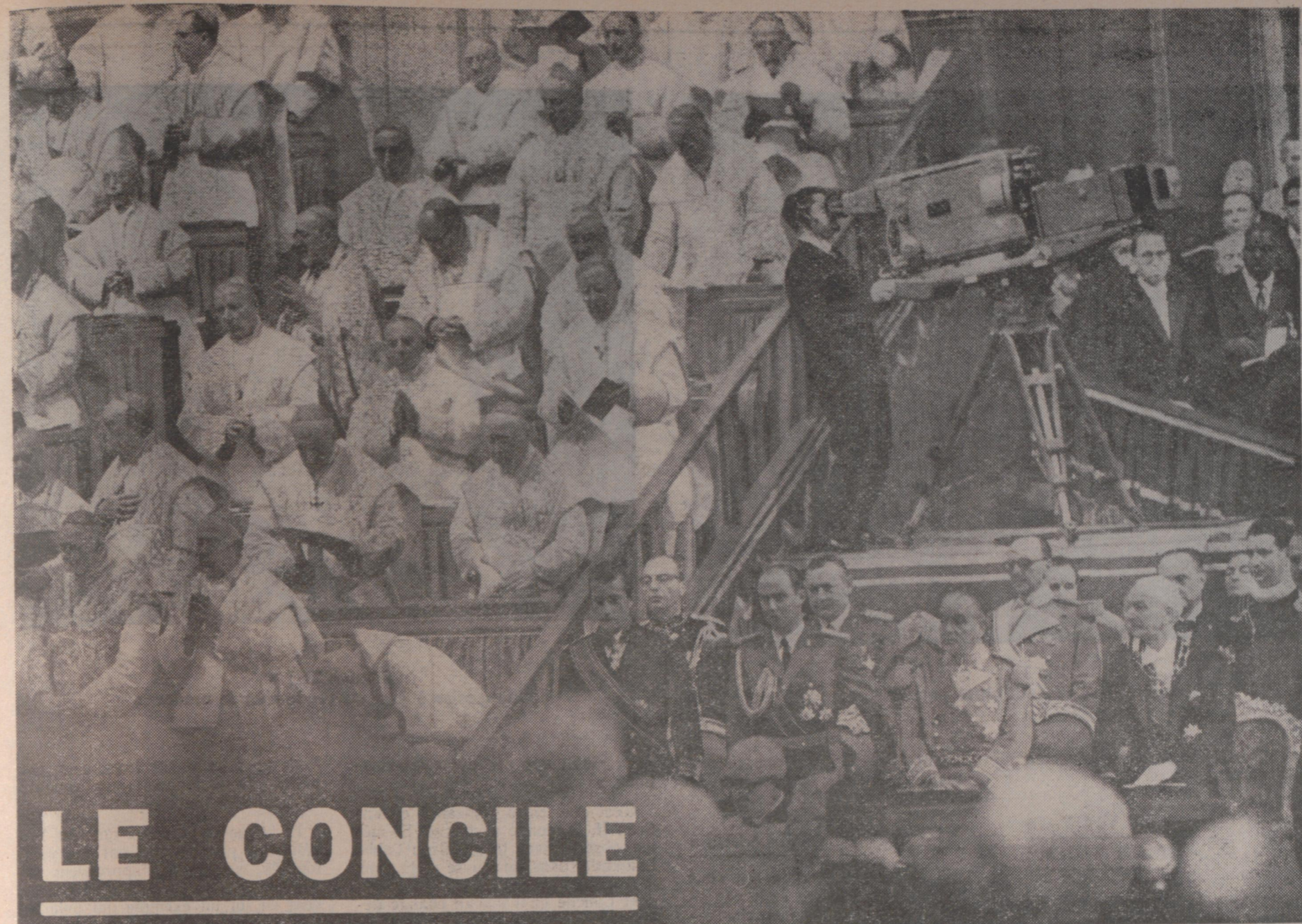
Charles HAROCHE.

(3) Boris Ponomarev : Problèmes du Mouvement révolutionnaire, numéro 12, décembre 1962 de « La Nouvelle Revue Internationale ».

(4) Ibidem.

(5) Maurice Thorez : L'époque des transformations révolutionnaires « La Nouvelle Revue Internationale », numéro 11, novembre 1962.

LA SEMAINE PROCHAINE :  
STRATEGIE ET TACTIQUE  
SELON  
LA METHODE DIALECTIQUE



LE CONCILE

BILAN PROVISOIRE

**N**OUS avons tenté de marquer ici le sens d'un événement à la fois dans sa démarche originelle et son stade actuel. Vatican II a suspendu ses travaux jusqu'à septembre prochain. Le bilan provisoire que nous présentons de sa première session ne recouvre pas nécessairement toutes ses délibérations. Nous avons cherché à ne relever que l'essentiel. D'abord ce qui a déterminé la convocation de cette assemblée conciliaire dans l'ordre de l'histoire et de la marche du monde. Ce à quoi s'attache Jean-Claude Poulain.

Le débat idéologique qui s'est instauré à Vatican II s'est prolongé sur le plan des institutions. Observateur de l'évolution du christianisme, l'un des amateurs du dialogue avec les philosophes chrétiens, Gilbert Mury, a bien voulu analyser le contenu et les étapes de ce débat en le plaçant dans son contexte : l'Eglise et le XX<sup>e</sup> siècle.

Mais il est des domaines d'application où la pensée politique pastorale repense sa stratégie missionnaire : en Afrique, ce qui fait l'objet de l'article d'Henri Chauveau, et en Amérique latine dont les problèmes préoccupent de longue date notre collaborateur Georges Fournial.

Enfin, autre domaine qui ressort cette fois de notre vie nationale française : le député Henri Chaze a été élu grâce à l'union des communistes et des catholiques dans l'Ardeche. Il indique ce qui change dans les milieux paysans en France et généralise ses observations quant au comportement de l'Eglise dans le monde rural.

La doctrine sociale de l'Eglise dans ses fondements généraux a-t-elle changé ou est-elle autrement formulée? Pierre Delon, militant syndicaliste, examine cet important problème.

Au terme de ce bilan provisoire, Georges Frischmann, membre du Bureau Politique du Parti Communiste Français, expose en conclusion les raisons profondes et la nécessité de l'union avec les travailleurs catholiques pour la vie d'aujourd'hui et celle de demain dans une France qui a besoin de tous ses fils pour construire ensemble.

« F. N. »

de Vatican I  
à Vatican II

Du précédent Concile qui date de 1870 à celui convoqué en 1962, l'histoire de l'humanité a avancé. Le monde a changé de visage. Face à cette situation nouvelle, l'Eglise repense ses propres problèmes.

« L'EGLISE, parce qu'elle influence de grandes masses populaires, a toujours été plus ou moins secouée par les grands événements sociaux. » Cette analyse, que faisait déjà Maurice Thorez au IX<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Français, à Arles, en 1937, n'est pas différente de celle que nous retrouvons aujourd'hui sous la plume d'un historien catholique, « consultant » à la commission théologique préparatoire de Vatican II, l'abbé Laurentin. Dans son livre tout récent « L'Enjeu du Concile », il déduit de l'examen des faits : « Les Conciles œcuméniques sont généralement commandés par une conjoncture historique qui tend à remettre l'Eglise en question. »

N'est-il pas intéressant, alors, de voir plus en détail quelles sont, dans chaque cas, les caractéristiques essentielles de cette « conjoncture historique »? Au moment du précédent Concile, par exemple, et maintenant. Et donc quelle est l'attitude particulière que l'Eglise, à un siècle de distance, est amenée à prendre.

Le dernier Concile, appelé aujourd'hui

d'hui Vatican I, s'est tenu il y a presque cent ans. Après s'être réuni durant quatre sessions, du 8 décembre 1869 au 18 juillet 1870, il a été brusquement interrompu par la déclaration de guerre de la France à la Prusse.

C'était aux plus beaux jours de la période ascendante du capitalisme, qui allait bientôt atteindre son stade suprême, l'impérialisme.

Une époque où les forces dominantes étaient, partout, celles de l'exploitation sans frein des masses laborieuses par la minorité, toujours plus restreinte, des possesseurs des moyens de production.

Une époque où les guerres étaient encore et pour plusieurs décades, fatales, inévitables, parce que le capitalisme les porte en lui « comme la nuée porte l'orage » et que rien n'était alors capable de les empêcher d'éclater.

Une époque où les conquêtes coloniales, auxquelles aspire nécessairement tout régime capitaliste, pouvaient se donner libre cours et al-



Pie IX : Le dogme de « l'infailibilité papale »



Jean XXIII : Une « mise à jour » avec le monde moderne

laient se multiplier encore pendant des dizaines d'années.

« JE VEUX... » DISAIT THIERS

Ainsi, dans le monde, toutes les contradictions s'exacerbaient.

Mais l'avantage continuait à appartenir, d'une façon solide, à la poignée de ceux qui acculaient les autres au malheur, à la dépendance, à l'oppression.

Or, pour maintenir plus facilement et accroître toujours davantage leur domination, ils prenaient grand soin de soutenir et d'encourager la religion, « cette vieille chausson qui berce la misère humaine » comme dira bientôt Jean Jaurès. On ne peut s'empêcher de penser, entre beaucoup d'autres, à la déclaration que faisait, dès 1849, Thiers, l'un des hommes politiques les plus représentatifs de cette bourgeoisie assoiffée de profit, celui qui, vingt-deux ans plus tard, fera fusiller les Communards : « Je veux rendre toute-puissante l'influence du clergé, parce que je compte sur lui pour propager cette bonne philosophie qui apprend à l'homme qu'il est ici-bas pour souffrir, et non cette autre philosophie qui dit au contraire à l'homme : jouis. »

S'ils avaient tant besoin de la religion, c'est qu'effectivement des dangers de plus en plus précis apparaissaient qui risquaient, si on les laissait se développer dans les masses, de mettre en cause leur domination.

Les philosophes matérialistes et les grands encyclopédistes du XVIII<sup>e</sup> siècle avaient jeté les bases d'un fort mouvement rationaliste qui ne cessait de s'étendre. La Révolution française avait fait grandir, dans le monde, les idées de liberté, de démocratie, de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le libéralisme, sous tous ses aspects, gagnait du terrain.

Les travailleurs, de leur côté, prenaient peu à peu conscience, face à leurs exploitateurs, de la communauté de leurs intérêts, de la nécessité de leur unité, de la force qui pouvait être la leur. Ils multipliaient leurs luttes en ore épaisses, commençaient à s'organiser, imposaient déjà quelques succès. Et, depuis 1848, grâce au Manifeste de Marx et Engels, une doctrine scientifique contribuait de plus en plus rapidement à guider avec rectitude le développement du mouvement ouvrier. Les prolétaires tra-

vaillaient à leur union y compris par dessus les frontières. La Première Internationale data de 1864.

LE « SYLLABUS »

Toute cette fermentation qui était en train de s'opérer n'en était, cependant, qu'à ses débuts. Les changements n'étaient pas encore assez profonds ni assez généralisés dans les masses pour que l'Eglise en tienne compte. L'influence la plus forte qui s'exerçait sur elle était toujours celle de la poignée d'hommes qui, pour mieux exploiter les autres sur terre, étaient heureux qu'elle soit là pour faire espérer au bonheur dans l'au-delà.

Face à toutes les idées nouvelles qui germaient, à toutes les forces neuves qui commençaient à se matérialiser, l'Eglise prit donc position. D'une façon brutale. En opposant avec vigueur et intransigeance, une fin de non-recevoir.

Le pape Pie IX promulgua d'abord le « Syllabus », c'est-à-dire la liste des « erreurs de notre temps » que l'Eglise condamnait et rejetait. Etaient condamnés le rationalisme, le socialisme et le communisme. Etaient condamnées en particulier cette proposition inscrite dans le « Syllabus » et qui résume de façon très caractéristique toutes les autres : « Le pape peut et doit se réconcilier et transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne. »

Puis, peu de temps après cette condamnation, le Concile fut convoqué. La grande décision de Vatican I fut alors de décréter « l'infailibilité pontificale ». Autrement dit, comme le précise un autre historien catholique, S. Desternes, il a « affirmé expressément la structure hiérarchique de l'Eglise et son autorité pour imposer de façon absolue son enseignement. »

REGARDER LE PRESENT

Cent ans après, à l'issue de la première session de Vatican II, le pape Jean XXIII vient de déclarer, le 12 décembre dernier : « On ne pouvait s'inspirer en rien du premier Concile du Vatican ». L'Eglise, avait-il indiqué dans son discours d'ouverture, le 11 octobre, « doit regarder le présent, les nouvelles conditions et formes de vie introduites dans le monde moderne... Aujourd'hui, l'Eglise du Christ préfère user du remède de la miséricorde plutôt que de la sévérité ; elle pense subvenir aux besoins de l'heure présente en montrant la valeur de son enseigne-

ment plutôt que par des condamnations. »

C'est que, entre Vatican I et Vatican II, le monde a changé. Et même, observe avec juste raison l'abbé Laurentin dans son livre déjà cité, « il a plus changé depuis le précédent Concile qu'il n'avait changé depuis le début de l'Eglise. »

La « conjoncture historique » est radicalement différente. Entre Vatican I et Vatican II il y a eu l'avènement du socialisme.

Ce qui n'était encore, il y a cent ans, qu'un rêve, ou mieux un espoir pour une avant-garde, est maintenant une réalité concrète, matérialisée, expérimentée, connue de tous.

Entre-temps, il y a eu la Commune de Paris. Il y a eu la Révolution Socialiste d'Octobre. Il y a eu la formation et le développement du système socialiste mondial qui, grâce à sa supériorité croissante sur le capitalisme, est désormais l'élément déterminant de la marche du monde au détriment du système capitaliste mondial.

POUR LA PREMIERE FOIS

Pour la première fois depuis que l'Eglise existe, l'exploitation de l'homme par l'homme a été réellement supprimée sur un tiers de notre globe et chacun, dans ces pays socialistes, travaille avec un enthousiasme serein et confiant à construire les bases d'un bonheur toujours plus grand pour tous, sur le plan matériel comme sur le plan spirituel.

Pour la première fois depuis que l'Eglise existe, si les guerres demeurent encore possibles, elles ne sont plus, dorénavant, inévitables, comme l'affaire des Carabes vient d'en fournir la convaincante démonstration.

Par ailleurs, la presque totalité des peuples jusque-là colonisés ou dépendants ont accédé ou se préparent à accéder, dans un mouvement irréversible et à un rythme qui ne cesse de s'accroître, à leur indépendance.

Dans tous les pays capitalistes, enfin, les travailleurs et les forces démocratiques réalisent de plus en plus leur unité et développent tous jours plus puissamment leurs luttes.

Une situation nouvelle se trouve ainsi créée pour l'Eglise. Un homme sur six, dans le monde, se réclame toujours de la religion catholique.

Mais un homme sur trois, déjà, bénéficie du socialisme — y compris de nombreux catholiques.

Et beaucoup de ceux qui n'en bénéficient pas encore ont les yeux tournés vers lui, l'approuvent en nombre de plus en plus grand, trouvent en lui un exemple qui polarise leur espoir et décuple leur énergie. Et c'est vrai pour des millions et des millions de catholiques comme pour tous les autres.

FACE AUX IDEES NEUVES

Si l'attrait du socialisme a pris ainsi une telle ampleur dans les masses, une autre constatation, parallèlement, retient l'attention des dirigeants de l'Eglise.

Sur 10.000 jeunes Français de 25 à 29 ans, révèle par exemple une statistique catholique récente, le nombre de ceux qui se destinaient au sacerdoce, qui se faisaient prêtres était en moyenne de 49,5 entre 1940 et 1947. Il n'était plus que de 28,8 entre 1951 et 1955 et il s'est réduit à 20,8 entre 1956 et 1960. Soit une baisse de plus de la moitié. Dans toute la France 1.028 jeunes gens ont été ordonnés prêtres en 1951 et seulement 567 en 1959.

En convoquant aujourd'hui un nouveau Concile, l'Eglise cherche avant tout à retrouver une nouvelle vitalité, face au monde actuel. A regrouper ses forces et à les stimuler.

Mais, pour cela, elle ne peut plus avoir l'attitude qu'elle avait au moment de Vatican I. Elle ne peut plus opposer, simplement, une fin de non-recevoir aux idées neuves qui soulèvent le monde. Se contenter de condamner et de rejeter. Le courant est maintenant trop fort pour l'affronter ainsi. Le chrétien Pierre Corval écrit dans son livre « Le Concile et les hommes » de notre temps : « Fulminer des anathèmes contre le communisme, l'athéisme, le matérialisme contemporain et les erreurs qui en découlent... serait probablement sans portée et sans effets » et, ajoute-t-il, « décevrait ».

Parce que ce sont les idées neuves qui, aujourd'hui, influencent d'une façon décisive la marche du monde, il est de plus en plus difficile à l'Eglise de les rejeter purement et simplement. C'est elle, au contraire, qui doit faire effort pour ne pas perdre sa base de masse, pour ne pas être rejetée par ce qui est né et se développe. Alors que le marxisme, en

ce qui le concerne, non seulement avait prévu et guidé l'éclosion actuelle, mais trouve dans tout ce qui arrive confirmation de sa vérité et accroissement de son influence.

Parce que le système socialiste mondial manifeste d'une façon incontestable sa supériorité et qu'il est fort de l'approbation de centaines et de centaines de millions d'hommes, l'Eglise ne peut plus se satisfaire de l'anticommunisme grossier. Elle a même pris l'engagement, à l'occasion de son dialogue avec l'Eglise orthodoxe russe, qu'il n'y aurait pas dans le Concile d'attaque directe contre le régime communiste.

Parce que, avec tous les hommes, plusieurs millions de catholiques dans le monde sont inquiets en raison des préparatifs militaires des impérialistes », comme le soulignait N. Khrouchtchev, le pape Jean XXIII a, dès le lendemain de l'ouverture du Concile, lancé un appel aux chefs d'Etat pour qu'ils « prêtent l'oreille aux clamours angossés de paix, que lancent vers le ciel, dans toutes les parties du monde, les enfants innocents et les adultes, les individus et les collectivités ».

Parce que, dans tous les pays du monde, ce sont les travailleurs qui font l'histoire et qu'ils portent en eux l'avenir, l'Eglise cherche les moyens (y compris les petits moyens, comme de paraître moins attachée aux richesses) pour ne plus continuer à être délaissée par la classe ouvrière (1).

TRADITIONALISTES ET NOVATEURS

Mais, pour l'Eglise, comment tenir compte des changements qualitatifs intervenus dans le monde et dans la conscience des hommes, comment paraître ne pas aller à contre-courant et rester quand même fidèle à elle-même ?

C'est la contradiction majeure (qui n'est d'ailleurs que le reflet de la contradiction qui continue à exister dans le monde entre systèmes économiques et sociaux différents) à laquelle, de toute évidence, s'est heurté le Concile durant sa première session. L'accord n'a pu se faire entre ceux que l'on a appelés les « traditionalistes » et les « novateurs » ou, si l'on veut, entre les fermes tenants de la pensée religieuse et certains évêques plus près de ce que pense leur peuple. Résultat : on a dû renvoyer le débat en commission, selon une formule bien connue, et ajourner jusqu'au mois de septembre la prochaine session du Concile d'abord prévu pour le début de l'année puis pour le mois de mai 1963.

LE MOT « PAIX »

L'important pour nous, comme pour tous les hommes de progrès, c'est que se manifestent à travers le Concile actuel, les changements intervenus dans le monde et dans la conscience des hommes.

Nous ne pouvons que nous réjouir de toute attitude positive de l'Eglise, notamment en faveur de la paix. Dans d'autres conditions, Lénine avait déjà dit en 1905 : « Nous, socialistes, devons soutenir ce mouvement, en faisant aboutir les revendications des ecclésiastiques honnêtes et sincères, en les prenant au mot lorsqu'ils parlent de liberté, et, devons-nous dire aujourd'hui, lorsqu'ils parlent de paix. »

Lénine précisait dans ce même article, intitulé « Socialisme et religion » : « Notre programme repose entièrement sur une conception scientifique, et avec cela matérialiste, du monde. Pour expliquer notre programme, il faut donc nécessairement expliquer les raisons profondes, historiques et économiques, de ce brouillard religieux... Mais nous ne devons, en aucun cas, nous laisser entraîner



Dans la Basilique du Vatican Du débat idéologique à celui des institutions

vers la position abstraite, idéaliste, du problème religieux « en nous basant sur la raison pure », en dehors de la lutte de classe... L'unité de cette lutte véritablement révolutionnaire de la classe opprimée pour la création d'un paradis sur terre, est pour nous, plus importante que l'unité d'opinion des prolétaires, sur le paradis céleste. »

De même, aujourd'hui, quelle que soit l'opposition qui demeure fondamentale entre les deux idéologies, l'action commune avec tous les catholiques et si possible avec l'Eglise en faveur notamment de la paix et de la coexistence pacifique, est bien ce vers quoi doivent tendre tous nos efforts.

Jean-Claude POULAIN

(1) Le cardinal Gerlier, par exemple, affirmait récemment à Rome : « L'Eglise a le devoir de s'adapter de façon plus sensible à la situation créée par la souffrance de tant d'hommes et par l'illusion que favorisent certaines apparences tendant à faire croire que l'Eglise s'en serait pas le souci dominant. L'efficacité de notre travail conciliaire est liée à ce problème. Tout le reste risque de demeurer inefficace si cela n'est pas examiné et traité ».

l'Eglise et le XX<sup>e</sup> siècle

Le débat idéologique qui s'est institué à la première session du Concile n'est pas terminé. On peut néanmoins le circonscrire dans ses grandes lignes et en apprécier le sens.

A travers les rumeurs romanes, les commentaires de la presse, notamment catholique, les comptes rendus de l'officiel Bureau d'Information du Vatican, il apparaît que la première session du Concile a constitué un événement qui restera inscrit dans l'histoire de la religion. L'intensité souvent polémique des débats manifeste une contradiction profonde entre une idéologie ancienne — les croyants disent : une vérité éternelle — et la vie réelle des chrétiens à l'intérieur du monde moderne. Plus les conditions sociales d'existence et de survie voquent la disparition de survivant-

ces féodales, et plus le besoin religieux — dont les marxistes savent bien qu'il reste nécessairement vivace sous le régime du capitalisme et même dans la première phase de la révolution prolétarienne — vont se modifier profondément ses formes et son contenu. L'événement conciliaire n'a pas surgi du néant. Il montre comment, dans l'Eglise elle-même, le débat idéologique se prolonge sur le plan des institutions. Entre la Curie Romaine, gardienne rigide du passé et un clergé dont l'action tient nécessairement compte des fidèles, dont il a la charge, voire des hommes, qu'il